

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
24016 PERIGUEUX Cedex  
ud-24.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgueux, le 27 février 2026

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 15/12/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LAFAURE SARL**  
Le Got  
24550 Mazeyrolles

Références : UbD24-47/0020/2026  
Code AIOT : 0005203090

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement LAFAURE SARL implanté La Ginou Les Cabruts Les Brousses Le Plateau de Fumel Carrière souterraine 24260 Mauzens-et-Miremont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFAURE SARL
- La Ginou Les Cabruts Les Brousses Le Plateau de Fumel Carrière souterraine 24260 Mauzens-et-Miremont
- Code AIOT : 0005203090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL LAFAURE exploite sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°021056 du 27 juin 2002, sur le territoire de la commune de Mauzens et Miremont, aux lieux-dits « La Ginou, Les Cabruts, les Brousses et le Plateau de Fumel », une carrière souterraine de calcaire sur une surface globale d'environ 41 hectares.

L'exploitation doit être réalisée suivant la méthode dite « des chambres et piliers abandonnés ». Elle est menée par traçage, en galeries d'une largeur maximale de 7 mètres et d'une hauteur maximale de 10 mètres.

L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2015 a redéfini les paramètres dimensionnels d'exploitation permettant notamment une recoupe des piliers existants. La production maximale annuelle est d'environ 24 000 tonnes (soit 12 000 m<sup>3</sup>) de calcaire destiné à l'atelier de découpe sur la commune de La Douze.

Le havage est utilisé comme élément de méthode d'exploitation pour la carrière.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Propreté voie publique	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 10.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 2	Sans objet
2	Périmètre d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 2	Sans objet
3	Panneau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 5.1	Sans objet
4	Panneau d'identité	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 5.2	Sans objet
5	Moyens d'extraction	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 9.1	Sans objet
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 10.1	Sans objet
8	Stot de protection	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 11	Sans objet
9	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 12	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 15	Sans objet
11	Suivi de la stabilité des piliers.	Arrêté Préfectoral du 01/07/2015, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne met pas en évidence d'écart significatif aux prescriptions contrôlées.

Néanmoins, la chaussée desservant le site est sujette à salissures en l'absence de revêtement ou d'équipement de nettoyage. L'exploitant est invité à présenter ses propositions pour répondre de l'objectif de la prescription.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 2
<b>Thème :</b> Situation administrative, Production
<b>Prescription contrôlée :</b> La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 12 000 m <sup>3</sup> soit environ 24 000 t.
<b>Constats :</b> La production 2025 est inférieure au maximum autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Périmètre d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 2
<b>Thème :</b> Situation administrative, Situation
<b>Prescription contrôlée :</b> La surface totale globale s'élève à 41 ha 01 a 87 ça sur les parcelles de la section AE la Ginou 201, Les Cabruts 212 à 220, 300, 301 Les Brousses 226 à 230, Les Brousses 221, 223, 224, 225, Plateau de Fumel 199, 200, 267.
<b>Constats :</b> Selon le plan de décembre 2025 (communiqué à posteriori), l'extraction est menée au sein du périmètre défini par la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Panneau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 5.1
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.
<b>Constats :</b> Les panneaux indiquant la présence de la carrière sont en place sur la voirie d'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Panneau d'identité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 5.2
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Le panneau reprenant les informations précitées est en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 9.1
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Méthode d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation souterraine est effectuée par sciage au moyen de haveuses électriques, à l'exclusion de toute autre méthode (notamment les explosifs). La découpe des blocs doit laisser des galeries nettes sans ébranler la roche en place. Les blocs sont ensuite acheminés vers l'atelier au moyen d'engins.
<b>Constats :</b> Pas de modification des conditions d'extraction par haveuses. Les blocs remontés sur la plateforme en surface sont expédiés par camion vers l'atelier de la Douze.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 10.1
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
<b>Constats :</b> L'accès aux travaux souterrains est interdit par un portail en dehors des heures d'ouverture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Propreté voie publique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 10.5
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les voies publiques empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté et de sécurité. Si nécessaire, l'exploitant devra mettre en place un dispositif de lavage des roues des véhicules ou toute disposition équivalente.
<b>Constats :</b> La plate-forme extérieure en sortie de carrière souterraine n'est pas revêtue. Par temps de pluie ou dégel notamment, des dépôts boueux sur la chaussée peuvent être occasionnés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant est donc invité à faire part sous 3 mois des mesures qu'il entend mettre en œuvre pour éviter tout dépôt sur la chaussée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Stot de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 11
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Limite d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Une bande de 15 m de large, minimum, parallèle à la surface libre, (appelé aussi « stot de protection »), est interdite à l'exploitation par chambres et piliers. Cette bande n'est recoupée que par la galerie d'entrée et la galerie de secours.
<b>Constats :</b> Il n'y a plus d'extraction dans ce quartier de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 12
<b>Thème :</b> Situation administrative, Limite d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'exploitation à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le plan d'ensemble des travaux a été mis à jour en décembre 2025 par Geoval suivant les échelles 1/500, 1/1000 et 1/2000. Le plan à l'échelle 1/500e est un focus sur les dernières zones extraites (courant de l'année écoulée). Sur les plans, sont reportés : les limites du périmètre, l'implantation des galeries et des piliers, les cotes du mur d'exploitation, les courbes de niveau et les cotes d'altitude ainsi que les bassins de décantation des eaux d'exhaure. Les zones d'extraction de l'année 2025 (5 fronts de galeries notés E17-18, H14-15, I14, GH10 et H11) sont repérées sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/06/2002, article 15
<b>Thème :</b> Situation administrative, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières (32 000 €) prescrite par l'article L.516-1 du Code de l'environnement
<b>Constats :</b> Les garanties financières sont constituées par un acte de cautionnement bancaire du 3 avril 2025 valable 5 ans et d'un montant de 56 982 €.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Suivi de la stabilité des piliers.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2015, article 4
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Suivi stabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra mettre en place un suivi de la stabilité des piliers. L'instrumentalisation des piliers devra être faite selon les règles de l'art. Les points de mesure, établis conformément à l'étude géotechnique réalisée par Messieurs Fine et Hadj-Hassen, devront être indiqués sur un plan qui sera communiqué à l'inspection de l'environnement avant mise en place du dispositif de suivi de la stabilité des piliers.
<b>Constats :</b> Un contrôle de stabilité est réalisé annuellement via des jauges placées sur 2 piliers de la carrière. Entre 2018 et décembre 2025, les mesures des repères 1 et 2 montrent des variations allant de 0 à 0,4 mm.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite